



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

## **ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

**N° DCL-BRENV-2024-094-1**

**Société SCHIEVER DISTRIBUTION**

**Siège administratif**

**SIRET : 34278683700092**

ZI - 12 rue de l'Étang  
89 200 Avallon

**Site d'exploitation :**

Rue du Stade  
71 410 Sanvignes-les-Mines

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 181-3, L. 514-5 et R. 171-1 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 référencé 05/2389/2-3 autorisant la société Anciens Établissements Georges Schiever et Fils à exploiter un entrepôt sur le territoire de la commune de Sanvignes-les-Mines, délivré à la suite d'une demande présentée le 2 septembre 2004 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé LW/NM/2024/M\_82, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 13 février 2024 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, formulées sur ce projet par courrier électronique du 20 mars 2024 ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que l'inspection des installations en date du 13 février 2024 a permis de constater que :

- les bureaux et locaux sociaux ne sont pas équipés d'une détection automatique d'incendie avec transmission en tout temps de l'alarme à l'exploitant ;
- les exercices de défense incendie ne sont pas réalisés ;
- les moyens en eau requis pour assurer la défense extérieure contre l'incendie ne sont pas démontrés ;

Considérant que ces constats constituent respectivement des manquements aux dispositions :

- des points 12 et 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susmentionné ;
- de l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 susmentionné ;

Considérant qu'en l'absence d'une détection d'incendie avec transmission en tout temps de l'alarme à l'exploitant, il n'est pas démontré que les installations sont suffisamment protégées contre le risque d'incendie et que par conséquent cela peut entraîner des dangers significatifs pouvant porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en l'absence de réalisation d'exercices d'incendie il n'est pas démontré que l'exploitant dispose des mesures organisationnelles suffisantes et adaptées à la survenue d'un incident majeur ;

Considérant qu'en l'absence de mesures des débits d'eaux des poteaux d'incendie en fonctionnement individuels et simultanés, il n'est pas démontré que le volume d'eau requis pour assurer la défense extérieure contre l'incendie est disponible pour protéger les installations contre ce risque et que par conséquent cela peut entraîner des dangers significatifs pouvant porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 512-7 de ce même code n'est pas démontrée étant donné les constatations sus-listées ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société Schiever Distribution de respecter les prescriptions afférentes ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société Schiever Distribution, dont le siège social est situé à Avallon dans le département de l'Yonne, est mise en demeure, pour ses installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sanvignes-les-Mines, de respecter :

I – dans un délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues :

- au point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susmentionné en s'assurant que les bureaux et locaux sociaux sont équipés d'une détection d'incendie avec transmission en tout temps de l'alarme à l'exploitant ;
- au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susmentionné en organisant un exercice de défense contre l'incendie et faisant l'objet d'un compte-rendu détaillé ;

II – les dispositions prévues à l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 :

- dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, en démontrant que les moyens existants permettent de fournir le débit d'eau requis pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, obtenu par fonctionnement individuel et/ou simultanés des poteaux d'incendie à la pression dynamique de 1 bar sans que le volume unitaire de chacun soit inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h .
- ou, dans le cas où les moyens précités ne seraient pas suffisants pour l'obtention de ce débit requis :
  - dans un délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, en transmettant les solutions techniques retenues pour obtenir le débit d'eau requis pour assurer la défense extérieure contre l'incendie au préfet de Saône-et-Loire et à l'inspection de l'environnement ; dans un délai de **huit mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes, en mettant en œuvre les solutions techniques retenues pour obtenir le débit d'eau requis pour assurer la défense extérieure contre l'incendie.

## **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 et à l'article L. 557-54 du code de l'environnement.

## **Article 3 – Notification et publicité**

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Sanvignes-les-Mines pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Sanvignes-les-Mines.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société Schiever Distribution dont le siège social est situé 12 rue de l'Étang à Avallon (89200).

## **Article 4 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de la commune de Sanvignes-les-Mines, le sous-préfet d'Autun et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Mâcon, le - 3 AVR. 2024

Le préfet

  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire  
Agnès CHAVANON



## VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
  - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

**Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.**

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).